

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 21, DIM. 22, LUN. 23 OCTOBRE 1978 - N° 774

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## AUSTERITE...

### pas pour le budget de la police

Budget  
de l'intérieur :  
+ 21,5 %

1 000 policiers  
en plus



## NOUVEAU RAID DES RACISTES RHODESIENS

### Des centaines de victimes

Alors que le chef des racistes rhodésiens, Smith, se trouve à Washington, où il s'entretient avec de hauts fonctionnaires américains et britanniques, ses mercenaires viennent de lancer plusieurs raids de grande envergure contre les camps de réfugiés du peuple du Zimbabwe, en territoires zambien et mozambicain.

Le raid lancé en Zambie, au Nord de la capitale, Lusaka, avec l'aviation, dont 3 «Mirage», aurait fait des centaines de morts. Les motivations des racistes rhodésiens sont encore

obscurées, dans la mesure où le gouvernement zambien avait encouragé un rapprochement entre Smith et Nkomo, dirigeant de la ZAPU, organisation du peuple du Zimbabwe, dont les camps semblent avoir été une des cibles visées par le dernier raid. Nkomo a notamment déclaré : «Les racistes ont sans doute utilisé des bombes livrées par le pays où Smith est actuellement en train de négocier».

Dans le même temps, plusieurs unités de mercenaires ont lancé, depuis quelques jours, de nouveaux raids contre le Mozambique.

«Des flics, des crédits !». C'est en substance ce que réclamaient les policiers de la fédération autonome des syndicats de police, jeudi après-midi, devant l'Assemblée nationale.

Une augmentation des crédits de plus de 21 %, cela ne suffit pas au syndicat de police. Dans leur action pour obtenir de meilleures conditions de répression des travailleurs, les syndicalistes policiers peuvent compter sur le soutien des partis de gauche : une délégation des élus PCF du Val-de-Marne, avec Marchais à sa tête, est allée protester auprès du préfet du département pour réclamer davantage de moyens pour la police.

Les travailleurs immigrés de la Sonacotra de Metz, dont quatre sont à l'hôpital du fait des brutalités policières, apprécieront cette sollicitude vis-à-vis des chiens de garde de la bourgeoisie.

Lire en page 3

## Après la fuite d'acroléine GREVE A PCUK

Après la fuite d'acroléine qui avait envoyé plusieurs habitants d'un quartier d'Oullins à l'hôpital jeudi dernier, la direction de PCUK Pierre-Bénite vient de trouver un bouc-émissaire : la fuite serait due à une erreur d'un agent de maîtrise ! Les travailleurs de l'usine Pierre-Bénite, dès qu'ils ont appris la décision de la direction qui n'avait même pas attendu les résultats de l'enquête du CHS, se sont mis en grève vendredi matin. Ils exigent un examen des installations de l'unité fabriquant l'acroléine.

Lire en page 12

## La Moselle contre le chômage

Foyers Sonacotra, sidérurgistes, ouvriers de la centrale de Richemond, ouvriers de Soloci, lycéens commençant à se mobiliser aux côtés de la classe ouvrière... autant de données qui montrent qu'en cet automne 1978, ce n'est pas la colère qui fait défaut aux travailleurs de Moselle.

Lire en page 12

## Corse : victoire des prisonniers politiques

Une nouvelle procédure avait été imposée aux familles des prisonniers politiques corse : pour obtenir le droit de visite, ils devaient passer une semaine à Paris, en attendant la réponse ! Après une mobilisation à Bastia, les familles de détenus ont fait reculer l'administration. Comme par le passé, il suffira donc d'une lettre. C'est une première victoire.

Lire en page 4

## Hommage à Ezzedine Kalak et Adnan Hamad

Samedi 21 octobre, à 20 heures, salle de la Mutualité. — Paris avec la participation de l'OLP et de la GUPS. Un film inédit sur la vie de Ezzedine Kalak sera projeté, réalisé par des cinéastes amis du peuple palestinien.

Le Quotidien du Peuple  
gravement menacé  
25 millions d'ici  
le 1<sup>er</sup> novembre  
pour  
votre quotidien !

Lire en page 2



# Tribune de discussion pour le 3<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l



La tribune de discussion pour le 3<sup>e</sup> Congrès du PCR ml est ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et ses amis. Dans ce cadre, les nombreuses contributions qui sont attendues pourront être publiées selon l'ordre et l'intérêt de la

discussion. Le camarade Jacques Wandler, membre du Comité central et chargé par lui de cette tâche, répondra chaque fois que cela sera utile à ces contributions pour éclaircir le sens des modifications dans le projet et éventuellement, les développer.

## Quelle conception du Front Uni mondial anti-hégémonique ?

Après avoir analysé par lui-même la situation internationale, notre Parti s'est clairement prononcé en faveur de la théorie des trois mondes. L'analyse de la situation internationale et des forces politiques en œuvre demande qu'on en tire une ligne d'action qui doit figurer explicitement dans notre programme.

Dans ses grandes lignes, le Front anti-hégémonique doit être caractérisé comme n'étant pas une réalité organique, mais un rassemblement résultant des bouleversements qui se sont opérés dans la situation mondiale, des grands courants qui s'y manifestent.

Plus concrètement, le Front anti-hégémonique vise à faire converger, à unir des forces politiques qui ont intérêt à s'opposer à l'hégémonisme et aux préparatifs de guerre des 2 superpuissances.

Les pays socialistes et le prolétariat international, du fait de leurs intérêts de classe, sont la force dirigeante du Front anti-hégémonique, ils doivent s'allier avec les peuples et pays du Tiers Monde qui en constituent la force principale. Enfin, les pays impérialistes du second monde qui eux aussi sont amenés à s'opposer aux pressions, à la mainmise et aux préparatifs de guerre des 2 superpuissances ont eux aussi leur place dans le Front anti-hégémonique.

L'objectif recherché est de faire converger au plan international les coups que ces forces contradictoires peuvent porter aux 2 superpuissances, afin d'isoler et

d'abattre ces 2 superpuissances, de faire reculer les risques de guerre, et pour le prolétariat international de favoriser le développement de la lutte révolutionnaire des peuples.

Cette définition générale demande cependant à être précisée.

Pourquoi s'agit-il d'une réalité non organique ? Est-ce dû aux forces politiques contradictoires constituant le Front anti-hégémonique, et dans ce cas, il serait inconcevable que le prolétariat siège dans le même organisme que la bourgeoisie qui l'exploite ? Est-ce une notion valable seulement dans la période actuelle, n'excluant pas que dans une autre période marquée par des menées plus agressives, plus vastes, un front plus organique puisse être constitué, tel le Front Uni Anti-Fasciste lors de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale ?

Si chacune de ces réponses peut contenir une petite part de vérité, elles sont cependant fondamentalement erronées, en ce sens qu'elles posent la question du Front anti-hégémonique en soit, indépendamment de la tâche centrale fixée à la classe ouvrière dans le monde et dans la France d'aujourd'hui ; à savoir la révolution prolétarienne.

En ne soumettant pas le Front anti-hégémonique à la tâche centrale de la période, la révolution prolétarienne, le risque est alors grand d'édifier un front uni purement défensif, mais surtout dépendant des intérêts de la bourgeoisie, qui n'hésitera pas à accepter le soutien du prolétariat dans ses confronta-

tions avec les superpuissances. Si le Front anti-hégémonique, qui est une alliance de forces politiques contradictoires, n'est pas soumis aux intérêts de la révolution prolétarienne, en ce sens que le prolétariat, dans sa politique internationale, s'en sert pour rallier à lui sur le plan de la lutte contre les superpuissances qui sont l'ennemi principal des peuples du monde, des forces de la bourgeoisie confrontées aux rivalités hégémoniques, il sera nécessairement soumis aux impératifs de la bourgeoisie internationale pour qui le Front anti-hégémonique ne sera que l'occasion d'avoir le plus d'alliés possible lorsqu'elle sera confrontée à certaines tentatives hégémoniques des 2 superpuissances.

Cela signifie que voir dans le Front anti-hégémonique un front uniquement destiné à contrer les superpuissances, sans se demander dans l'intérêt de quelle classe, revient pour le prolétariat à perdre de vue ses intérêts historiques de lutter pour la révolution prolétarienne.

Sur le plan international, dans sa lutte pour la révolution prolétarienne, le prolétariat lutte avec conséquence contre les 2 superpuissances parce qu'elles sont l'ennemi principal des peuples du monde, et en définitive les meilleurs garants aujourd'hui du système impérialiste.

Il doit voir aussi que les bourgeoisies sont également, à des degrés divers, victimes de la politique d'hégémonie des 2 superpuissan-

ces et qu'elles peuvent y résister diversement.

Lorsque les intérêts de la révolution prolétarienne l'exigent, le prolétariat se doit de tenir compte de toutes ces données et œuvrer pour faire converger ses coups avec ceux de ces bourgeoisies contre les 2 superpuissances.

Il en découle que, pour préserver ses intérêts autonomes, le prolétariat ne doit pas s'allier de manière systématique et durable avec ces bourgeoisies contre l'hégémonisme, mais promouvoir une politique de convergence, à chaque fois que ces convergences seront favorables à la révolution prolétarienne.

Cette question pourrait être posée à propos de la construction européenne.

Indépendamment du fait qu'il ne revient pas au prolétariat d'être pour ou contre une Europe capitaliste, il convient, non pas d'apprécier l'Europe sur la base du fait — tout à fait hypothétique d'ailleurs — qu'elle pourrait éventuellement s'opposer aux superpuissances (pour ses propres intérêts évidemment), mais sur la base des intérêts autonomes du prolétariat. Là, il nous faut apprécier non l'Europe en soi, mais un à un les différents aspects des politiques européennes et combattre tous ceux qui aggravent l'exploitation de la classe ouvrière et des peuples, ou qui rendent plus difficile (comme la collaboration juridico-policière) la réalisation de la révolution dans les différents pays d'Europe ou du Tiers-Monde. Si les intérêts de la révolution l'exigent, alors nous pou-

vons faire converger nos coups avec ceux des bourgeoisies européennes contre les superpuissances. Mais pour l'instant, nous ne voyons pas à quel propos une telle convergence pourrait se réaliser.

En résumé, on peut dire que le problème essentiel à propos du Front anti-hégémonique n'est pas tellement de savoir si celui-ci sera organique ou pas, le problème est celui de la conception du Front anti-hégémonique.

Sera-ce un front offensif au service de la révolution prolétarienne mondiale, et donc de chaque pays. Dans ce cas, si les intérêts de la révolution l'exigent, nous ferons converger nos coups contre les 2 superpuissances avec ceux que les bourgeoisies pourront leur porter.

Ou bien sera-ce un front qui vise uniquement à combattre les 2 superpuissances ? Alors, ce sera un front défensif, nuisible aux intérêts autonomes du prolétariat car il n'aura pas su se servir des contradictions entre les différentes bourgeoisies et les 2 superpuissances pour favoriser l'essor de la lutte révolutionnaire des peuples.

Incontestablement, c'est la 1<sup>ère</sup> conception qui est la nôtre et cette conception exige un Front anti-hégémonique fait de convergences politiques et non pas un Front anti-hégémonique systématique, avec les forces de la bourgeoisie sous prétexte qu'il porte des coups aux 2 superpuissances.

Fredo STRASBOURG

## Le Quotidien du Peuple gravement menacé

### 25 MILLIONS D'ICI LE 1<sup>er</sup> NOVEMBRE

Après l'alarme que nous avons lancée il y a trois jours, la mobilisation commence à se faire sentir.

Trois jours... même pas ; au moment où nous écrivons, nos lecteurs, nos camarades de province n'ont même pas depuis quarante huit heures entre les mains notre journal en date du mercredi, le premier que nous ayons dû réduire à huit pages.

Et pourtant, déjà, le rythme atteint par les rentrées de notre souscription est le double de ce qu'il était dans les jours précédents. Les premiers échos que nous recevons le montrent : vous êtes nombreux à ne pas admettre que le Quotidien du Peuple disparaisse, à vouloir tout faire pour le sauver de la situation dangereuse dans laquelle il se trouve.

C'est, ici, un camarade qui envisageait à peine, voici quelques jours, la possibilité de vendre un calendrier 79 du Quotidien, et qui en a déjà placé six ; c'est, ailleurs, une camarade qui fait quelques heures supplémentaires pour aider à la souscription. Des abonnements nous parviennent, avec des

sommes supplémentaires pour le soutien. Les possibilités sont grandes. Il y a, dans l'argent récolté ces derniers jours, des sommes qui viennent d'amis de longue date, que l'on avait oublié de solliciter ; il y en a aussi, qui proviennent de camarades de travail à qui l'on n'aurait jamais pensé auparavant de demander de contribuer à la vie de notre journal ; Des gens qui, tout simplement, veulent faire quelque chose contre le monopole menaçant de certains groupes de presse, sont prêts à nous soutenir. Des militants anti-impérialistes ne veulent pas voir disparaître un instrument d'information qu'ils ont appris à apprécier. Des travailleurs, nombreux, ont appris à nous connaître au cours des luttes qu'ils ont menées. Ils savent que nous nous tenons fermement dans le camp de leur classe, ils sont prêts à faire quelque chose.

Aujourd'hui, il faut absolument que les premiers signes positifs que nous avons relevés se confirment ; il faut que la collecte s'accélère ; il faut que l'argent nous parvienne vite, afin que nous puissions vous rendre compte au fur et à mesure de la progression de cette souscription exceptionnelle.

En avant pour les 25 millions !  
Le Quotidien du Peuple vivra !

Pour les 25 millions du Quotidien du Peuple, je verse ..... F.

Nom : .....

Adresse : .....

Etablir les chèques à l'ordre du Quotidien du Peuple : CCP ; centre Paris, compte N° 23 132 48 F

Crédit Lyonnais : agence ZU 470 compte N° 7 713 J

Paris 20 <sup>e</sup>	
Des camarades .....	150
Un traducteur .....	500
Un lecteur .....	150
Malakoff .....	5
Paris	
Vente d'objets .....	410
Banlieue Nord .....	60
Saint Ouen	
Un ouvrier d'Alsthom .....	50
Saint Ouen	
Un camarade .....	100
Gennevilliers	
M. Chômeuse .....	15
Gennevilliers	
R. Ouvrier .....	20
Gennevilliers	
M. Infirmière .....	10
Gennevilliers	
M. Ouvrière .....	20
Saint Denis .....	100
Cléon	
Deux ouvriers de Renault .....	4
Bobigny	
Un postier du CTA .....	10
Saint Ouen	
Un ami du journal .....	550
Saint Ouen	
Collecte au marché .....	60
Banlieue Sud .....	150
Mulhouse	
.....	180
Pau	
Collecté par des camarades .....	1 900
Total .....	4 544
Total précédent .....	33 424
NOUVEAU TOTAL .....	37 968



Avec la préparation du 23<sup>e</sup> Congrès

## LA CRISE DU PCF S'APPROFONDIT

Sept mois après l'échec électoral de mars, sept mois avant le 23<sup>e</sup> Congrès, la contestation au sein du PCF continue à s'accroître. A mi-chemin des deux échéances importantes, Marchais et les siens ne sont pas parvenus à dissimuler l'importance de la crise, et à plus forte raison, à la résorber. Depuis quelques jours, des oppositionnels ont d'ailleurs recommencé à s'exprimer publiquement, sanctionnant ainsi l'échec des différentes tactiques de la direction.

La crise du PCF, elle se traduit à tous les niveaux. A la base, c'est l'absentéisme aux réunions de cellules, celles-ci n'étant plus dans bien des cas qu'un lieu d'affrontement entre des responsables attachés à la ligne Marchais et des oppositionnels politisés.

«Les autres», les militants de base, ils ne viennent plus. La crise, c'est aussi la désaffection massive pour les ventes militantes, dans la mesure où l'*Huma Dimanche*, journal privilégié pour ce genre de vente, est considéré comme le plus fermé, le plus sectaire. La crise, c'est encore les grandes difficultés rencontrées pour garder les nouveaux adhérents : la campagne d'adhésion, lancée en mai pour atteindre les 700 000 adhérents, connaît quelques succès. Mais les nouveaux entrent bien souvent dans des cellules en proie à de tels affrontements internes qu'ils ne reviennent plus ! On peut citer le cas de cette cellule

parisienne qui a fait 26 adhésions, mais dont seuls quatre nouveaux assistent de temps à autres aux réunions.

La crise a aussi de fortes répercussions au niveau de l'appareil même du PCF. Si on assiste en ce moment à une vague de grèves des employés communaux dans des municipalités dirigées par le PCF, c'est bien parce qu'il se trouve des militants de ce parti qui aujourd'hui, n'hésitent plus à affirmer par ce moyen leur opposition.

La crise, c'est enfin l'existence d'un nombre de plus en plus important de militants, y compris des responsables, notamment au niveau des sections, qui formalisent leur opposition, en insistant sur deux points, depuis longtemps mis en lumière : le fonctionnement interne du PCF, et sa relation avec l'URSS. Il faut noter à ce propos qu'après avoir envisagé la démission, un certain nombre de militants préfèrent rester à l'intérieur

pour mener le combat, et contrecarrer ainsi la direction.

Face à cette crise et à ces développements, les dirigeants adoptent, une attitude différenciée. Face aux militants de base, ils cherchent à faire jouer ce que d'aucun appellent le «patriotisme de parti» : il s'agit de présenter le PCF comme un parti aujourd'hui en butte à l'hostilité de tous, et dont la défense nécessite la mise en sommeil des contradictions. Parallèlement, ils remettent de l'ordre dans leur appareil ; ainsi des militants travaillant dans des municipalités PCF comme animateurs, ou chargés des journaux locaux, etc... sont «invités» à s'en aller quand il font connaître leur opposition. Ainsi le directeur commercial des Editions Sociales, qui s'était exprimé dans *Témoignage Chrétien*, en avril, a-t-il été démissionné. Officiellement parce qu'il y avait des désaccords... dans la politique commerciale. Tactique également différenciée que celle de la direction envers les opposants publics : il s'agit d'une part de faire l'amalgame entre les uns et les autres. Ainsi la *Nouvelle critique*, la revue la plus «ouverte» du PCF donne-t-elle la parole pêle-mêle à des althusériens, des militants qui

réclament la reconnaissance des homosexuels dans le PCF, et des ellensténiens qui s'avèrent de plus en plus ouvertement proches de la social-démocratie. De la sorte, la direction espère aboutir à un phénomène de rejet de la part de la masse des adhérents. Parallèlement, elle essaye de noyer le poisson : aux questions essentielles sur l'URSS et sur le fonctionnement interne, elle essaye de substituer sa propre problématique ; pour éluder la question du fonctionnement et de la démocratie interne, la direction lance un débat chez les intellectuels autour du thème du «pluralisme», dans la société, dans le parti, pluralisme d'idées, etc... Juquin, dans *France Nouvelle*, situe d'autre part comme point de discussion essentiel du 23<sup>e</sup> congrès... la reconstruction de l'union de la gauche.

Le PCF est entré — malgré sa direction — dans une longue phase de préparation du 23<sup>e</sup> congrès. Secoués par l'échec de mars, Marchais et les siens espéraient bien profiter de cette préparation de congrès pour étouffer les oppositions, et résorber la crise. Tout porte à croire que ce sera exactement l'inverse.

Nicolas DUVALLOIS

Roubaix-Tourcoing

## Les émissaires du gouvernement, fraîchement accueillis

Vendredi 13 octobre, la visite de Monory, ministre de l'Economie, avait été saluée par une manifestation combative. Le ministre était venu inaugurer le nouveau bâtiment de prestige des patrons de Roubaix-Tourcoing, bâtiment tout en verre de 13 étages, qui a coûté plusieurs milliards. Il aura fallu le déploiement de 2 000 CRS et gardes mobiles pour lui permettre de procéder à l'inauguration. Le ministre a été accueilli par une manifestation combative de 1 500 personnes, regroupant, outre des sections syndicales d'entreprises, des étudiants et des enseignants de l'université d'Anapp (Lille), et des parents d'élèves qui venaient, quelques heures auparavant, d'être expulsés violemment par la police, d'une école qu'ils occupaient depuis 15 jours. Monory est arrivé en hélicoptère est reparti par le même moyen quelques heures plus tard. Le maire (PS) Prouvaut, présent le matin dans la manifestation, avait tenu à accueillir Monory.

Le 16, c'était au tour d'Anne-Aymone Giscard d'Estaing de venir se montrer dans la région, pour inaugurer un institut d'éducation motrice pour un centre de rééducation pour paralytiques. Deux établissements pour lesquels, il

convient de le faire remarquer, l'Etat n'avait pas versé un centime ! A Midi, Anne-Aymone devait déjeuner avec le PDG de chez Damart. Malgré un déploiement policier important, ce sont les travailleurs qui l'ont accueilli, et particulièrement les jeunes ouvrières de chez Damart qui ont débrayé massivement.

Les travailleurs de Roubaix-Tourcoing ont des raisons particulières de manifester leur mécontentement : depuis 3 ans, 10 000 suppressions d'emplois ont eu lieu sur Roubaix-Tourcoing, dont 8 000 dans le textile : on compte près de 10 000 chômeurs, dont la moitié ont moins de 25 ans, la moyenne des salaires est la plus basse de France, la situation de l'habitat est une des plus déplorables de France (plusieurs dizaines de courées sont encore habitées à Roubaix-Tourcoing). Rien d'étonnant donc à ce que les travailleurs accueillent comme il se doit les représentants de la bourgeoisie : on se souvient de l'accueil réservé le 22 septembre au comte d'Ornano, venu visiter la ville nouvelle de Villeneuve d'Ascq, et qui avait dû changer trois fois son itinéraire pour éviter les manifestants.

D'après correspondance

Budget : 78 millions de plus pour les effectifs de police

## ILS EN REDEMANDENT

Le budget du ministère de l'Intérieur venait en discussion ce jeudi après-midi à l'Assemblée nationale. L'austérité ne semble pas de mise pour ce chapitre des dépenses de l'Etat. Le budget de l'Intérieur augmente de 21,5 % par rapport à l'an dernier, pour une augmentation globale de l'ordre de 12 % sur l'ensemble du budget. 78 millions de francs, actuels s'entend, sont affectés au renforcement des effectifs, par la création de 1 000 emplois qui viendront s'ajouter aux 108 000 policiers déjà en service.

Précisons que ce renforcement des effectifs de police ne prend pas en compte les effectifs de gendarmerie (puisque ceux-ci sont des personnels militaires). A ce chapitre, est également prévu un accroissement des effectifs : 80 millions de F pour la création de 1 000 emplois de gendarmes.

Une simple division fait donc apparaître qu'un gendarme coûte, par an, 80 000 F aux contribuables. 8 millions anciens, un peu plus qu'un policier qui



Un policier coûte 2 000 F par an de moins qu'un gendarme : le coût de l'uniforme explique la différence. Cependant, les comédiens de notre photo n'émargent pas au même budget.

se contente de coûter 7 800 F par an.

Si le budget du ministère de l'Intérieur augmente plus vite que l'ensemble du budget de l'Etat, cela ne suffit toutefois pas aux policiers. Jeudi après-midi, la Fédération autonome des syndicats de police, dont la direction fait l'objet d'une bataille entre PS et

PCF, tenait meeting à la Mutualité et envoyait des délégations à l'Assemblée nationale pour appuyer ses revendications. La fédération des syndicats de police conteste les chiffres du ministre : pour elle, les 1 000 emplois supplémentaires se réduiraient en fait à 970, dont 953 actifs. La fédération trouve insuffi-

sante la densité policière actuelle : 1 flic pour 305 habitants (1 flic pour 457 en Grande-Bretagne). Venant déposer leurs revendications à l'Assemblée, les policiers syndicalistes se sont vus barrer la route par des gardes mobiles.

François NOLET

### ● LE PCF RECLAME D'AVANTAGE DE FLICS

Mercredi matin, une délégation d'élus PCF du Val-de-Marne, avec Marchais à sa tête, a été reçue par le préfet du département. Elle a exigé des mesures de renforcement des effectifs de police, «notamment la création de postes d'ilotiers, mais également une véritable présence de la police, des gardiens de la paix». La délégation a également rappelé ses revendications pour la création de commissariats, notamment à Vitry.

### ● DEBRÉ CONTRE LA PUBLICITÉ POUR LE PARLEMENT EUROPÉEN

A l'instigation de Michel Debré, le groupe RPR de l'Assemblée nationale vient de déposer un projet de loi pour empêcher l'octroi de crédits européens à l'Agence Havas. L'agence a été chargée de lancer une cam-

pagne publicitaire pour persuader les électeurs de s'intéresser à l'élection du parlement européen.

### ● ROUEN : L'INAUGURATION SE PRÉSENTE MAL POUR BARRE

Lundi, Raymond Barre doit inaugurer le nouveau quartier Saint-Sever à Rouen. Il risque bien de se retrouver devant un chantier non terminé, vu qu'une grève des employés de l'EDF qui installent le matériel technique et l'éclairage public a été décidée.

### ● BORDEAUX : LE QUARTIER DE MÉRIADEC PARALYSÉ PAR LA GREVE

Décidément, les promoteurs des chantiers sur les nouveaux quartiers n'ont pas de chance. En plus de Rouen, il y a aussi le chantier du grand centre commercial du quartier neuf de Mériadec, à Bordeaux, qui est en grève depuis plus d'une semaine.



## ● Lettre adressée au président du tribunal de Grande Instance

Dans un document daté du 9 octobre 1978, vous avez bien voulu exposer votre position en ce qui concerne la modification de la composition de l'audience correctionnelle du jeudi après-midi.

Nous constatons que vous indiquez dans votre lettre que la raison essentielle de cette modification était bien l'affaire Lejeu, que vous considérez comme relevant d'une justice «excessive, dangereuse et inefficace».

Un tel comportement nous apparaît d'une extrême gravité dans la mesure où il est de nature à mettre en cause la liberté juridictionnelle des magistrats vis-à-vis du chef de juridiction.

En effet, en procédant ainsi, un président de tribunal utilise son pouvoir de chef de juridiction non pas à des fins relatives à la gestion et à l'administration du tribunal comme la loi le prévoit, mais dans le but d'éviter qu'une décision qu'il désapprouve ne se reproduise.

Il passe ainsi d'une simple répartition rationnelle des charges de travail au contrôle du contenu des jugements.

Nous attirons fermement votre attention sur le fait que le pouvoir administratif d'un chef de juridiction n'a pas un caractère absolu. Il doit nécessairement céder devant les règles édictées par la Constitution, et il est une que nous défendons jusqu'au bout : la liberté d'appréciation du juge dans ses décisions juridictionnelles.

En agissant comme vous l'avez fait, vous l'avez méconnue. Cette situation est grave. Elle nous inquiète pour l'avenir du tribunal de Béthune.

Syndicat de la Magistrature  
(Section de Béthune)

## ● Toulouse : manifestation mardi 24 octobre contre le racisme

Le café de Toulouse où trois hommes ont sauvagement torturé un jeune Algérien, a été presque entièrement détruit par un incendie dans la nuit de mercredi à jeudi.

Par ailleurs, on sait maintenant que la libération scandaleuse du plus jeune des trois tortionnaires s'est faite sous prétexte qu'il aurait moins torturé que les autres ! Les conditions de cette mise en liberté sont elles-mêmes particulièrement scandaleuses puisque la partie civile n'a même pas été consultée.

Pour protester contre les sévices racistes infligés au jeune Algérien, et pour exiger l'application de la loi anti-raciste contre ses trois tortionnaires, une manifestation est appelée par des organisations françaises et de travailleurs immigrés, mardi, à Toulouse, place Jeanne d'Arc, à 18 h.

## ● USA

La cour suprême a rejeté l'appel qui lui avait été soumis contre la décision d'un tribunal de Chicago, autorisant les nazis américains à défilé dans un quartier à forte population juive, souvent émigrée d'Allemagne, ou formée de survivants du nazisme. Selon la Cour suprême, les nazis ont le droit de parader ainsi conformément au droit inscrit dans la constitution de liberté d'expression !

## ● Pays arabes

Un symposium sur la sidérurgie dans les pays arabes vient de se dérouler à Alger. Il a adopté des recommandations qui seront soumises au prochain congrès sidérurgique arabe ; elles prévoient une concertation en matière d'approvisionnement et de mise en valeur ainsi qu'une collaboration technologique adaptée aux conditions des pays.

## ● Algérie

Commentant la visite de Boumediène en URSS, *El Moudjahid*, le quotidien algérien souligne «la convergence de point de vue... remarquable entre les deux pays à propos de l'Afrique», avant d'affirmer : «La concertation des dirigeants des deux pays ne peut donc manquer de permettre de combattre avec plus d'efficacité la résurgence des vieilles méthodes coloniales et l'interventionnisme de l'impérialisme».

## Lycée de Noisy-le-Sec (93)

# «LE RECTEUR NOUS A RI AU NEZ»

● Le lycée de Noisy-le-Sec, en Seine Saint-Denis, est un de ces établissements où la rentrée scolaire n'a pas encore eu lieu. Dès les premiers jours, il était occupé par les profs, les parents d'élèves, et les lycéens. Ces derniers ne parvenaient cependant pas, contrairement à d'autres lycées de la région, à se constituer en force autonome par rapport aux profs. Le SNES, qui regroupe la majorité de ceux-ci, menait plus ou moins la lutte, sous la poussée des

lycéens, certains profs et certains parents, préviennent des conséquences d'un tel geste, qui pourrait être la liquidation du mouvement revendicatif, sur un échec complet. Mercredi la délégation tripartite est reçue par le rectorat : il ne lâche rien. La délégation lycéenne, invitée par celle des profs, avait d'ailleurs quitté la réunion avant la fin, voyant bien que rien ne serait obtenu à ce niveau.

De retour, les délégations tiennent des Assemblées générales par partie. Le SNES abandonne, les fédérations CORNEC et Lagarde suivent. Seuls les

lycéens, tirant le bilan de cette lutte de plus d'un mois, appellent à la reprise de celle-ci. Ils séquestrent le jeudi matin, la directrice de l'établissement qui s'était réinstallée dans ses bureaux.

Jeudi après-midi, une nouvelle Assemblée générale des lycéens se tenait, dans une atmosphère effervescente. «Le recteur nous a ricané au nez, lorsqu'il nous a reçus. Il n'a rien lâché du tout, ce qui montre bien qu'on ne peut obtenir satisfaction en négociant bahut par bahut, comme voulait nous le faire croire le SNES», explique un lycéen. «La sé-

éléments les plus déterminés, les fédérations de parents d'élèves.

Après un mois d'occupation, le SNES et les fédérations de parents d'élèves obtenaient un rendez-vous chez le recteur pour le mercredi 18 octobre. Le syndicat laissait entendre que ce rendez-vous était décisif pour Noisy-le-Sec, et cédait aux conditions imposées par le rectorat : liquider l'occupation.

questration de la directrice est la réponse des lycéens au refus du rectorat, elle marque un nouveau départ du mouvement lycéen. La lutte continue», déclare un autre. On tente de régler le sort de la directrice ; mais elle réussira à s'échapper et à rejoindre ses appartements. Cependant, les élèves, présents dans le hall d'entrée où se tient l'AG, approuvent à l'unanimité la poursuite de l'action, en reprenant à leur compte l'occupation du lycée, et décident d'y tenir des activités à l'intérieur, (théâtre...), qui pourraient servir à populariser la lutte dans les autres établissements. L'i-

dée d'ouvrir le bahut sur l'extérieur, pour sortir du ghetto lycéen, sera largement débattue, rejoignant en cela les propositions avancées par le lycée Le Corbusier à Aubervilliers. «Le gouvernement peut faire licencier des milliers de travailleurs, sans qu'il ne risque rien si les liens ne sont pas établis entre eux. Pour nous, c'est pareil : tout seul on n'obtiendra rien», explique un lycéen, qu'un surveillant solidaire viendra appuyer par des propos similaires.

Jeudi matin, des piquets étaient en place pour laisser les profs dehors.

Pierre CHATEL

## Prisonniers politiques corses

# VICTOIRE POUR LE DROIT DE VISITE

Depuis le 9 octobre, les prisonniers politiques corses font la grève de l'instruction, pour protester contre une brimade administrative qu'ils subissent depuis cette date, et qui vise à limiter le droit de visite de leur famille. La nouvelle réglementation aboutit à la nécessité de passer 8 jours à Paris dans l'attente d'un permis de visite, alors qu'avant, on pouvait le demander par lettre. Les frais supplémentaires entraînés sont tels que les familles de condition modeste ne peuvent

faire face. Aussi, devant une telle injustice, la colère des familles, et de tous les Corses qui ressentent cette attitude comme une discrimination à leur égard, est grande.

Après plusieurs entrevues infructueuses à la Préfecture, une action était décidée pour le mercredi 18 octobre, et à 18 heures, 200 à 300 personnes, animées d'une grande combativité, barraient la route du Cap à la sortie de Bastia pendant une heure, provoquant un bouchon de

6 km vers le Nord de l'île, et d'environ 20 km au Sud de Bastia, et n'acceptaient de lever le barrage qu'après avoir obtenu l'assurance d'une réponse pour le lendemain à midi. Toutefois, il avait bien été dit que cette action recommencerait tous les soirs, jusqu'à ce que cesse cette brimade à l'encontre des prisonniers.

Jeudi 19 octobre, devant le manque de réponse de la Préfecture, un tract était sorti, invitant à rééditer en plein centre de Bastia, à 18

heures, le barrage de la veille. Devant cette détermination, le pouvoir a reculé, et décidé de rétablir les modalités antérieures pour obtenir le droit de visite : le Préfet a envoyé une lettre aux familles, leur indiquant qu'il revenait aux conditions antérieures, ce que le juge d'instruction à Paris leur a confirmé. C'est une victoire pour les familles des prisonniers, pour le peuple corse qui a fait reculer le pouvoir à propos de cette affaire.

Correspondance

## Pour un feu rouge brûlé, quatre coups de feu !

Encore deux individus chez qui la névrose de l'ordre est montée au nez.

Cela s'est passé à Pau, le 11 du mois. Le brigadier Heyne raccompagne ce soir-là chez lui en voiture un ami. Cet ami n'est autre que Jean Estebe, président du Rassemblement de la Droite Nationale un groupuscule d'extrême droite. Selon Heyne, Estebe, électricien par ailleurs, aurait fait dans la soirée quelques menus travaux chez lui. En cours de route, les deux hommes voient une voiture brûler un feu rouge. Heyne, qui n'est même pas de service, décide de la prendre en chasse. Les deux contrevenants, un peintre et un jardinier, sont rejoints, rue Palassou. Il y a un vif

échange de propos avec le flic qui «fait des extras». C'est à ce moment qu'Estebe sort de la voiture avec l'arme personnelle du brigadier et tire deux balles en l'air et deux balles «vers le sol». Une balle touche le jardinier à la cuisse. Le brigadier et son complice ont été écroués à la maison d'arrêt de Pau sous l'inculpation de blessures volontaires. Le chef d'inculpation de détention illégale d'arme est retenu aussi contre Estebe, Jean Estebe, fasciste bien connu, a déjà été condamné pour détention d'armes de première et quatrième catégorie, et dépôt de munitions ! Par ailleurs, il faut rappeler qu'Estebe avait appelé à voter pour Labarrère (PS) aux législatives de mars dernier !

## Psychose de peur : encore une victime

Dimanche soir 15 octobre à Lons. Un automobiliste M. Lopez, a du mal à garer son véhicule dans une rue. Derrière lui, au volant de sa voiture M. Dufour s'énervé, devient agressif, tempête. D'après Dufour, M. Lopez aurait sorti une mitraillette de son coffre. Dufour sort de son côté un pistolet, «d'alarme» précise-t-il, et bat en retraite ameutant tout ce qu'il pouvait trouver comme flics dans le quartier. Les flics cernent le quartier et interdisent aux badauds de s'approcher du forcené. Les policiers cernent le domicile de M. Lopez et vont frapper à sa porte au matin. Ils lui font ouvrir le coffre de sa voiture et ne

trouvent pour toute «mitraillette» que le cric ! Leur surprise fut d'autant plus grande que Dufour, emporté par sa verve et agité par une véritable psychose de peur, avait raconté à tout le quartier, les moindres détails de la scène. Lopez aurait sorti «l'arme» et «menacé d'arroser le pare-brise» de Dufour ! Il semble surtout que Dufour ait voulu justifier après coup son réflexe armé...

Dufour avait acheté son pistolet au cas où quelqu'un d'indésirable sonnerait à sa porte. «Pour tranquilliser mon épouse» a-t-il précisé. Mais alors que faisait donc l'arme dans sa voiture ?



## Hôtel Hilton (Paris) : en grève

# «ICI ON DINE A 2 000 F : MON SALAIRE !»

● Les employés de plusieurs grands hôtels parisiens sont en grève. Ceux du Hilton, des deux hôtels Sofitel, ceux de l'hôtel de Suffren. Tous ont des revendications similaires : réduction du temps de

travail, hausse des salaires, amélioration des conditions de travail. Les employés de l'hôtel Hilton, avenue de Suffren, dans le 7<sup>e</sup> arrondissement, racontent leurs conditions de vie et de travail.

Le taxi s'est engouffré dans l'avenue de Suffren (7<sup>e</sup>), s'est arrêté silencieusement au N° 18. Le liftier du «Hilton», raide, s'est précipité, a ouvert la porte, a salué. Madame, emmitouflée dans sa fourrure, est sortie, a traversé le hall est montée dans l'ascenseur qui l'a conduit dans sa chambre : 400 F minimum la nuit, avec vue imprenable sur la tour Eiffel plantée à 100 mètres.

Ce spectacle, «banal», répété des centaines de fois chaque jour a lieu moins souvent désormais avenue de Suffren depuis que le 12 octobre 70 % des employés de l'hôtel Hilton France, se sont mis en grève. Depuis ce jour, ils sont massés sur les trottoirs alentours, manifestant quotidiennement devant l'hôtel. Ils sont valets, femmes de ménage, cuisiniers, pâtisseries, peintres, standardistes, comptables.

Ils n'en pouvaient plus des heures supplémentaires non payées, des nuits sans sommeil, des salaires de misère, qu'ils comparaient en outre aux centaines de milliers de francs dépensés par chaque client chaque jour et qui rapportent gros à la direction. Les heures supplémentaires d'abord : «Ici, il y a souvent des banquets, c'est mon travail, je suis valet de banquet : je déco-re les salles, je mets les tables et le matériel. On est là matin et soir. Il m'est arrivé des fois de faire en un mois, 84 heures supplémentaires. Aucune n'a été payée malgré mes demandes répétées. Si tu refuses ces journées démentielles, on te dit «partez si vous voulez, il y a 2 000 gars qui attendent de vous remplacer». Si un soir, tu en avais ras-le-bol, que tu partais, le lendemain tu étais convoqué : c'était l'avertissement».

«Je suis là, depuis 5 ans, raconte un employé, j'ai vu des assistantes ménagères (beaucoup de travail pour 2 000 F par mois) travailler durant deux mois sans un seul jour de congés».

Le manque d'effectifs, cause de cette situation, amène certains employés à une productivité démentielle : «Moi, je suis valet de pressing. Je vais chercher le linge dans les chambres



Jeu-dimanche : les employés manifestaient devant l'hôtel

pour le nettoyage. Je suis tout seul pour faire les 11 étages avec 50 chambres chacun !». Il faut en plus faire un travail correct exige la direction, sinon gare : «Moi je suis femme de chambre : j'ai 100 chambres à m'occuper. J'en fait 30 chaque jour : il faut faire les lits, nettoyer les vitres, les cuivres. On a une gouvernante derrière nous qui vérifie le travail. Un lit mal bordé ? On est noté sur un espèce de carnet de notes avec des points, trop de mauvais points, c'est la porte !».

A l'économie de personnel, la direction du Hilton, ajoute l'économie du matériel : «Il n'y a pas assez de pots pour les déjeuners par exemple, alors une demi-heure après avoir monté les déjeuners dans les chambres, il faut remonter les chercher aux étages, redescendre les remplir et ainsi de suite. Tu vois le boulot, la fatigue que ça fait surtout que les ascenseurs ne sont pas toujours libres !»

Pour faire accepter ces conditions de travail, la direction du Hilton avait un système : embaucher 50 % des employés avec des contrats de 6 mois. Certaines femmes de ménage, depuis quatre ans à l'hôtel, viennent seulement d'être embauchées définitivement. Avec les contrats limités, à la moindre remarque, c'est le licen-

ciement du jour ou lendemain, sans préavis !

Si les conditions de travail sont désastreuses, les salaires ne valent pas mieux ; quelques exemples : un plongeur gagne 1 900 F par mois, un travailleur professionnel, à l'entretien nous dira gagner 2 400 F pour 48 heures par semaine.

«Moi» raconte un employé «ça fait 12 ans que je suis là. Je gagne 1 800 F par mois. Ah, ils ont du fric pourtant ! J'étais là, à l'ouverture. Il y avait le patron du groupe Hilton et 500 invités. Il y avait même le député Hauteloque, du 15<sup>e</sup>. Ils avaient fait un bal masqué. Ils ont dépensé un pognon fou. Ils avaient mis un demi bœuf à la broche ; ils avaient amené un cheval vivant, pour la décoration, je crois. Après 6 mois d'ouverture, un journal l'a dit, ils avaient déjà gagné 6 millions de francs. Il faut dire que la chambre la moins chère vaut 400 F,

les «suites» (trois pièces salon) valent 2 000 F la nuit. Pour un dîner, il y a des ministres, des artistes, des patrons qui viennent ici. Ils dépensent souvent le salaire mensuel d'un employé : 1 900 F».

Il faudrait encore parler de beaucoup de choses. Un seul exemple : la nourriture des employés : «On mange les restes des clients et rien d'autre. On paye 10 F par jour pour ça. Souvent les restes sont trop énormes pour être finis en un jour. Alors, il faut les finir pendant cinq jours. Le pain est rassi, il faut le mettre dans l'eau. Ah bien sûr, pourquoi est-ce qu'on n'amène pas une gamelle ? C'est interdit !».

Jeu-dimanche une fois de plus les employés du Hilton ont manifesté autour de l'hôtel, banderoles, en tête. Ils ne sont pas seuls : à côté du Hilton se trouve le «Suffren» : en grève lui aussi.

Richard FEUILLET



Sur la droite, deux vigiles chargés d'interdire l'entrée aux grévistes et de «protéger» les quelques clients. «Quatre ont été embauchés au salaire de 500 F par jour» disent les grévistes.

## ● Azur (Vincennes) les ouvrières continuent à produire et à vendre

A la biscuiterie Azur, à Vincennes, la lutte continue pour le maintien des 174 emplois. Depuis le 25 septembre, les ouvrières ont repris la production des madeleines et des madeleinettes, et les vendent pour tenir le coup, populariser la lutte. De très nombreuses sections syndicales viennent chaque jour à l'usine, pour apporter leur soutien aux ouvrières. Vous pouvez aller les soutenir, acheter des madeleines, tous les après-midi, au 106 quai de la Jarry (Métro : Château de Vincennes).

## ● Nouvelles inquiétudes chez Montefibre

Le 24 octobre, doit se tenir une réunion du Comité central d'entreprise. A l'ordre du jour, un projet de licenciement collectif, pour raisons économiques, des salariés ayant plus de 56 ans et 8 mois. Ce projet concerne 19 personnes, dont 14 ouvrières. Dès qu'elle a appris la nouvelle, l'intersyndicale de l'usine de Saint Nabord a décidé de refuser tout licenciement.

Les syndicats sont persuadés que cette première mesure en cache d'autres, et que la direction de Montefibre ne s'arrêtera pas là, d'autant qu'elle fait courir des bruits sur la situation «délicate» de l'entreprise.

## ● Ugine Aciers : 440 retraites anticipées

Le mercredi 18 octobre, la direction d'Ugine Aciers informait le CCE qu'elle allait licencier plus de 400 personnes, âgées d'au moins 56 ans et 8 mois, en les mettant à la retraite anticipée. Pendant un an, ils percevront les 90 % des licenciés économiques, puis 70 % jusqu'à l'âge légal de la retraite. La direction d'Ugine Aciers avait déjà pris toute une série de mesures : arrêt de l'embauche, chômage partiel, licenciement des plus de 60 ans... Les chiffres qu'elle a donnés sur les différentes activités du groupe laissent présager qu'il y aura encore des mesures pour réduire le personnel.

## ● Grève aux laboratoires Quick-services

Le personnel en grève des laboratoires Quick-service (5 rue Fernet 94 700 Maisons-Alfort tél 378 04 49) vous informe qu'il a engagé la lutte depuis une semaine afin d'obtenir, d'une part la réintégration des deux candidats aux élections de délégués du personnel licenciés abusivement par une direction autocratique et d'autre part la reconnaissance de la convention collective de la chimie ainsi que l'application des lois en matière d'hygiène et de sécurité. D'autre part, le personnel exige la fin des pressions exercées sur les grévistes, en particulier par l'espionnage de nos conversations, également en faisant effectuer le travail des grévistes par les non-grévistes et par le chantage au dépôt de bilan si on ne reprend pas le travail. Il faut que la direction négocie autrement qu'en proposant comme elle l'a déjà fait la réintégration de nos deux camarades à condition qu'ils ne se présentent pas aux élections.

Pour nous soutenir, téléphoner au numéro suivant : 378 04 49 en demandant le chef du personnel ; témoignez votre solidarité en demandant l'ouverture de négociations.

Le personnel en grève  
CGT des laboratoires Quick-services

## ● En bref

● La direction des établissements Oger (bâtiment) à Clichy vient d'annoncer son intention de licencier 234 travailleurs. 267 travailleurs avaient déjà été licenciés depuis le début de l'année.

● Les employés du dépôt Fernand Nathan, d'Ivry-sur-Seine, sont en grève depuis 17 jours. Leurs revendications : la transformation d'une prime de fin d'année en un quatorzième mois, égal au salaire d'ensemble, soit 2 500 F. Les grévistes exigent en outre une augmentation de 150 F pour tous.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942



## INTERNATIONAL

## ● Guatemala : grèves et manifestations

Alors que depuis deux semaines le peuple du Guatemala s'est mobilisé massivement contre la hausse des transports, la lutte se poursuit pour obtenir en plus de l'annulation de la hausse, la réintégration des travailleurs licenciés, la libération des détenus politiques, la nationalisation des transports et le démantèlement des groupes para-militaires coupables de nombreux assassinats.

## ● Pétrole

«*Quelques pays comme l'Irak demandent un doublement du prix du pétrole de 13 à 25 dollars le baril*», a déclaré le ministre saoudien du pétrole qui a poursuivi :

«*Ce prix serait justifié sur la base des besoins de conservation de l'énergie, mais se traduirait par une profonde récession dans nos pays clients*». Il a estimé par conséquent «*qu'un réajustement était nécessaire*» mais n'a pas précisé les limites de celui-ci.

## ● AFRIQUE DU SUD : CONDITIONS DEPLORABLES POUR LES MINEURS NOIRS

Selon un rapport publié mercredi par l'Organisation internationale du travail, les conditions de travail des mineurs noirs dans les mines d'or d'Afrique du Sud se sont encore détériorées depuis l'année dernière. L'OIT précise que leurs conditions «s'apparentent à celles d'une prison». Les chiffres

publiés indiquent qu'entre septembre 1973 et mars 1975, 132 mineurs ont été tués et au moins 500 ont été gravement blessés dans les mines.

## ● NEGOCIATIONS FRONT POLISARIO MAURITANIE

Le chef de l'État mauritanien qui se trouve en visite officielle en Libye, a rencontré des dirigeants du Front Polisario afin de poursuivre les négociations engagées.

# USA : «PLAN ANTI-INFLATION», BLOCAGE DES SALAIRES

«*Nous avons manifesté vis-à-vis de nous mêmes et du monde notre volonté de contrôler l'utilisation de l'énergie et par là de maîtriser notre propre destin en tant que nation*» a déclaré Carter à l'annonce du vote par le Congrès de son plan énergétique considérablement amputé, au bout de dix huit mois de débat.

Le plan américain prévoyait à l'origine l'auto-suffisance des Etats Unis en énergie en réduisant les importations de pétrole et en développant l'utilisation du charbon. Cependant le Congrès a repoussé la création de nouvelles taxes sur le pétrole, selon Carter, auraient dû réduire de 4,5 millions de barils par jour d'ici 1985 les importations US : la loi ne prévoit de les réduire que de 1 à 2 millions de barils par jour sur les 8 millions actuellement importés. Et, si l'on en croit Schlesinger, le ministre américain de l'Énergie, toutes les conditions sont réunies pour que les importations américaines continuent de croître jusqu'à 9 ou 10 millions de barils par an d'ici 1985. Il y a donc loin de la volonté proclamée par Carter à sa concrétisation après les multiples tractations avec les commissions du Congrès et du Sénat.

Si l'une des conséquences de cette situation est que les ressources américaines restent intactes, tandis que les USA constituent des réserves stratégiques énormes grâce au pétrole importé, une autre conséquence en est que les USA sont plus vulnérables dans l'immédiat aux revendications que pourraient formuler les pays de l'OPEP. C'est d'autant plus sensible que la tentative de se dégager du quasi-monopole arabe en s'approvisionnant de plus en plus au Mexique dont les ressources sont énormes, débouche sur de nouveaux problèmes. Le Mexique demande en retour l'ouverture du marché américain à ses produits agricoles et industriels et le règlement du problème des immigrants maltraités aux USA.

## SALAIRES BLOQUÉS

Après cette défaite honorable de son ambitieux

plan énergétique, Carter prépare un plan anti-inflation contre lequel s'élève une controverse dès avant sa publication officielle. Tout d'abord parce que l'inflation est chronique aux Etats Unis depuis le mandat de Johnson qui a produit des dollars pour payer des bombes larguées sur le Vietnam et le Cambodge. Depuis ce temps-là, une lutte contre l'inflation cyclique est au centre des discours des présidents américains lorsqu'ils approchent des échéances électorales. Or, le Congrès est renouvelé ce mois-ci et la carte de visite que représente le sommet de Camp David n'est pas suffisante pour se présenter aux présidentielles en 1980 non plus.

L'enjeu n'est pas seulement là : au cours de l'année 1978 la hausse des prix s'est accélérée pour dépasser les 8 %, contre 6 % en 1976 et 7 % en 1977. Elle s'est concentrée sur l'alimentation et le logement. Le projet de Carter tel qu'il est connu serait de bloquer les salaires à 7 % d'augmentation et les prix à 5,75 %, en demandant aux patrons et aux syndicats de s'y con-

former. L'AFL CIO elle-même a rejeté une telle éventualité car, selon elle, le résultat en serait que le patronat limiterait à 7 % les hausses acceptées dans le cadre des conventions collectives tandis que rien ne l'obligerait à bloquer les prix.

La volonté de limiter les hausses de salaires des travailleurs syndiqués correspond à une volonté de réduire les coûts de la main d'œuvre accusés d'être responsables de la faible compétitivité des produits US. Le blocage des hausses de salaires des secteurs syndiqués l'alignerait ainsi sur celle des ouvriers non-syndiqués qui depuis 1974 voit l'augmentation de leurs salaires ralentir.

Le prétendu «ferme programme anti-inflation» annoncé par Carter pourrait être d'une faible efficacité quant à l'inflation elle-même. Par contre, il pourrait servir à reporter encore plus sur la classe ouvrière les effets des transformations auxquelles la bourgeoisie américaine semble se préparer dans l'industrie et la concurrence plus acharnée à laquelle elle veut se livrer à l'égard des pays occidentaux.

# KAMPUCHEA : INTERVIEW DE JACQUES JURQUET

FIN

● Nous poursuivons aujourd'hui la publication de l'interview de Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML, qui conduisait la délégation de son parti au Kampuchéa, du 9 au 16 septembre dernier.

— Pour bien comprendre ce que nous avons vu, il faut le resituer dans l'étape actuelle d'édification du pays. Depuis le quatrième congrès du PCK, en 1976, on considère que l'on est engagé dans la deuxième étape de la lutte du peuple du Kampuchéa : après la lutte pour l'indépendance nationale qui était l'étape antérieure à la victoire de 1975, maintenant on dit que c'est l'étape de la lutte pour la défense de l'indépendance nationale, pour la poursuite de l'édification de la révolution socialiste, et pour l'édification du socialisme. Le deuxième point sur la «poursuite» concerne sans doute l'idéologie et la politique, tandis que le troisième point sur «l'édification» concerne plutôt l'édification des bases matérielles du socialisme, c'est-à-dire l'agriculture et l'industrie. Mais c'est indissociable.

Au cours de notre voyage, nous nous sommes rendus aussi à Seam Reap, où nous avons visité les temples d'Ankor qui, en tant que patrimoine historique, sont maintenus en bon état de conservation et restaurés par les autorités.

## ► Qu'en est-il de la lutte contre l'analphabétisme ?

— En ce qui concerne l'enseignement, notons que le pouvoir central s'est préoccupé de la décentralisation. Tout un programme a été mis en œuvre pour résorber complètement l'analphabétisme. Il faut bien voir que ce pays sort du stade féodal, où pratiquement l'enseignement n'existait pas dans les campagnes. Il y avait un décalage extraordinaire entre les étudiants des villes et l'immense masse paysanne de la population. L'éducation qui est donnée est une «auto-éducation» du peuple. J'entends par là qu'elle est organisée sur la base des unités de production. Elle accorde à la formation pratique l'importance première.

## ► On a parlé de suppression

de la monnaie au Kampuchéa. Comment les dirigeants du pays expliquent-ils cette mesure ?

— Nous en avons discuté avec Pol Pot et Ieng Sary. Ils nous ont dit : ne croyez pas que nous prétendons être en voie de passer au communisme intégral. En fait, disent-ils, cette suppression est le résultat d'une situation née de la guerre. Dès le début de la guerre, les paysans ont constaté que le système de distribution pour la consommation : vêtements, vivres, etc. était accaparé par quelques privilégiés qui profitaient de la rareté des produits pour spéculer, augmenter les prix, accumuler la monnaie. Face à cette situation, il a été décidé dans les zones libérées, de supprimer la monnaie, de concentrer les biens de consommation, pour en organiser la distribution rationnelle, équitable à la population. Celle-ci s'est habituée à ce système et après la guerre, elle a conservé le même système. Pour l'instant, la population ne demande pas le retour à la monnaie. Mais les dirigeants du Kampuchéa nous ont dit qu'ils considéraient cela comme tout à fait provisoire. Quand il va y avoir une plus grande abondance de biens de consommation, disent-ils, il est possible que nous soyons obligés de rétablir une monnaie. La décision sera fonction des réactions et des besoins exprimés par le peuple.

## ► Quelle est la situation à la frontière avec le Vietnam ?

— Nous ne sommes pas allés jusqu'à la frontière, car nous ne sommes restés que peu de temps au Kampuchéa. Mais nos conversations avec Pol Pot et Ieng Sary ont porté notamment sur l'agression vietnamienne et la politique vietnamienne dans le Sud-Est asiatique.

Les dirigeants du Kampuchéa

démocratique nous ont demandé de faire une campagne pour alerter l'opinion en Occident sur la nouvelle agression vietnamienne qui doit être lancée contre le Kampuchéa, au début de la saison sèche. Ils nous ont dit que cette agression leur apparaissait certaine et imminente. Il y a aujourd'hui une conjonction très grande entre les visées expansionnistes du Vietnam et les ambitions hégémoniques de l'Union soviétique.

La première offensive lancée par les Vietnamiens, avec 14 divisions, en décembre 1977, devait, selon Hanoi, permettre de remporter une victoire-éclair sur le Kampuchéa. Les dirigeants vietnamiens voulaient éviter de s'enliser dans un conflit de longue durée mais leur agression a été repoussée et ils ont subi une défaite très cuisante. Ils ont fait une nouvelle tentative en avril 1978, sans plus de succès. Maintenant, ils veulent faire une autre tentative, en s'appuyant sur l'aide militaire massive des Soviétiques.

Les dirigeants khmers nous ont dit que les Vietnamiens, en essayant de conquérir le Kampuchéa, faisaient une triple opération. D'abord, ils tentent de réaliser leur projet expansionniste en Asie du Sud-Est, en essayant d'avaloir le Kampuchéa, de l'englober dans une «fédération indochinoise» contrôlée par le Vietnam. Selon les dirigeants du Kampuchéa, la politique de Hanoi est une politique d'assimilation qu'il a commencé à pratiquer au Laos, pays de trois millions d'habitants, avec lequel les frontières sont quasiment supprimées, où l'on encourage les mariages mixtes, tandis que l'encadrement vietnamien, économique et militaire, y occupe une place de plus en plus prépondérante. Les Khmers, eux, entendent bien conserver leur nation, leurs traditions nationales.

Un autre calcul des dirigeants vietnamiens, c'est occuper un pays qui peut nourrir, une fois que sa production rizicole est bien organisée, jusqu'à cinquante millions d'habitants, alors qu'il ne compte actuellement que huit millions d'habitants. La troisième raison de l'attitude du gouvernement de Ha-

noi, selon les dirigeants du Kampuchéa, c'est, face aux difficultés internes au Vietnam, essayer d'agiter le thème de «la défense de la patrie vietnamienne», qui nécessiterait le renversement du régime de Pnom-Penh, alors que le Kampuchéa, pays de huit millions d'habitants, ne peut sûrement pas prétendre avaloir le Vietnam, pays de cinquante millions d'habitants.

En réalité, les difficultés économiques sont très grandes au Vietnam, particulièrement au Sud, où la famine est apparue, où il faut faire face à des inondations catastrophiques, et où les contradictions avec les anciens cadres du FNL sont sévères — la moitié d'entre eux ont été évincés après qu'ils aient conduit la lutte de libération.

## ► La conjonction avec la politique soviétique est très grande

C'est le point essentiel. Je crois qu'il faut beaucoup insister sur cette convergence. Le social-impérialisme soviétique entend prendre le contrôle de l'Asie du Sud-est pour s'opposer à la Chine, pour l'encercler parce qu'elle le gêne beaucoup dans ses ambitions hégémoniques, notamment au sein du Tiers-Monde, et aussi pour avoir une nouvelle voie d'accès, dans le cadre de sa stratégie mondiale, en contrôlant notamment le détroit de Malacca, entre la Malaisie et l'Indonésie. Les Soviétiques entendent utiliser à fond pour leur propre compte, l'expansionnisme du Vietnam. La preuve de cette convergence est l'adhésion du Vietnam au COMECON, sorte de pompe aspirante pour satisfaire les besoins de l'URSS.

Les Soviétiques ont amené au Vietnam, ces derniers mois, par pont aérien, par transports maritimes un armement considérable. Le pont aérien entre l'URSS et Hanoi a dû commencer en août-septembre. Par voie maritime, de nombreuses armes ont été transportées de Vladivostok au port vietnamien de Cam-Ranh, qui était une base américaine, et qui serait transformée à l'heure actuelle en base soviétique.

Les dirigeants khmers disent que

leur pays constitue aujourd'hui le verrou, l'obstacle principal aux ambitions vietnamiennes et soviétiques dans le Sud-est asiatique. Les pays d'Asie du Sud-est, la Birmanie, la Thaïlande, la Malaisie, Singapour, l'Indonésie... commencent à prendre conscience du danger et à considérer que le Kampuchéa est devenu un obstacle de taille à ce danger. C'est pour cela que le Kampuchéa a remporté des succès diplomatiques importants, qu'il a réussi à établir des relations diplomatiques normales avec ces pays.

## ► Comment le Kampuchéa se prépare-t-il à la nouvelle agression vietnamienne ?

Nous n'avons pas de précisions sur les préparatifs militaires. C'est normal. Mais, ce qui nous a frappé c'est la sérénité des dirigeants khmers, l'assurance qu'ils ont de pouvoir repousser l'agression. Ils insistent évidemment beaucoup sur les difficultés que cette situation crée pour l'édification de leur pays, les retards que cela occasionne pour la mise en œuvre de leurs plans à long terme, et de leur plan quadriennal. Mais, ils sont confiants dans l'issue.

D'après ce qu'ils nous ont dit, ils s'attendaient à des bombardements par l'aviation. Pol Pot nous a dit : «*Cela ne nous fait pas peur. Parce que nous avons l'expérience de la guerre menée par l'impérialisme américain et que nous avons su résister à ses bombardements de terreur. Toutes nos dispositions sont prises pour faire face.*»

En conclusion de notre voyage, notre délégation a exprimé la volonté de faire une grande campagne en faveur de l'établissement des relations diplomatiques entre la France, qui n'est pas une superpuissance, et le Kampuchéa démocratique, Etat du Tiers-Monde, non-aligné. Parce qu'il est sûr que de telles relations diplomatiques gênent les entreprises du social-impérialisme dans cette région du monde et qu'elles sont une contribution — même si ce n'est pas la contribution décisive — au maintien de la paix dans le Sud-est asiatique.



Le quotidien  
du Peuple

# A LIVRES OUVERTS

## VIOL Le Procès d'Aix - en - Provence



### Quelques livres

#### IL Y A 40 ANS, MUNICH

Roger Massip  
et Jean Descola  
Ed. Plon  
Prix : 45 F

Les auteurs retracent honnêtement les différents choix qui mèneront à Munich. L'ouvrage est utile pour les nombreuses citations des protagonistes qui se remémorent leurs responsabilités. En annexe on trouve des entretiens avec des politiciens actuels (de Chirac à Fajon) sur leur vision présente des fameux accords. Il faut noter cependant que les peuples n'apparaissent que lorsqu'ils semblent soutenir les politiciens «fourvoyés». Les réactions du peuple tchèque sont absentes.

#### HISTOIRE DE MA VIE

Anouar As Sadate  
Ed. Fayard  
Prix : 55 F

Cette biographie, écrite après l'initiative de Sadate à Jérusalem en novembre 1977, cherche à expliquer les causes de cette visite. Sadate veut montrer, tout au long de son gros volume, qu'il est proche du peuple et qu'il comprend ses souffrances. Il décrit d'une manière subjective les luttes pour le pouvoir durant l'époque de Nasser, et se présente comme ayant été le seul sans ambitions la preuve, c'est qu'il a pris le pouvoir et que tous les autres concurrents ont été écartés...

Des passages intéressants dénoncent la pratique de l'URSS en Egypte, mais Sadate garde le silence quand il s'agit de la politique des Etats-Unis. Et pourtant, les USA ont eu un rôle de plus en plus important au Proche-Orient à travers la politique d'«ouverture» pratiquée par Sadate dès la fin de la guerre de 1973, dont le point culminant a été l'accord de Camp David.

#### SECUREZ VOTRE ENFANT

Marie Hermand  
Ed. Delarge  
134 pages — Prix : 30 F

Ce petit livre, pratique, fait par un médecin, indique de manière claire et concise comment réagir face aux accidents qui peuvent arriver aux enfants : on y apprend ainsi les premiers gestes tout simples comme «prendre le pouls», «comment faire une piqûre intra-musculaire», mais aussi les gestes d'urgence comme «la respiration artificielle».

Passant en revue tous les types d'accident qui peuvent subvenir : brûlures, intoxication, noyades, ... et petits accidents quotidiens (plaies, bosses, fractures) l'auteur explique comment les éviter dans la mesure du possible et surtout, comment donner les premiers soins.

Utile pour éviter aux parents de paniquer, ce livre permet d'autre part de trouver facilement ce que l'on cherche grâce à un index alphabétique.

Ce livre publie presque intégralement les débats du procès d'Aix-en-Provence (2-3 mai 1978). Procès intenté par Anne Tonglet (professeur) et Araceli Castellano (puéricultrice), et se déroulant presque quatre ans après le viol dont elles ont été victimes.

### Des sous-entendus injurieux pour les victimes

Tout au long du procès, une multitude de témoins, de médecins, confirment les faits : il y a eu menace de mort et viol, avec préméditation.

Pourtant, depuis le début de l'instruction, l'attitude des magistrats est la même : s'agit-il vraiment d'une agression, d'un crime ? Est-ce si grave que cela ?

Cent fois, la question est posée par le Président : «*Mais finalement, n'étiez-vous pas consentantes ?*»

Les victimes affirment avoir appelé au secours (et même les violeurs en conviennent) ; mais le témoin qui a entendu ces cris s'est mystérieusement volatilisé, sa déposition (reçue par un gendarme) a disparu du dossier. Le Président insiste : «*Êtes-vous certaines d'avoir appelé au secours ?*»

A la fin de son interrogatoire déjà, le juge d'instruction avait demandé : «*Mais au fond, pourquoi est-ce que vous voulez porter plainte ?*»

Au cours du procès, l'une des victimes dira : «*C'est nous qui accusons, et on tente de faire de nous des inculpées.*»

L'attitude des trois hommes inculpés et de leurs avocats va dans le même sens : ils plaident non coupables, se déclarent très surpris de leur inculpation. Ils ont simplement voulu «*draguer*» et «*faire peur*». «*Il n'y a eu aucune contrainte, elles étaient complaisantes*» etc. D'ailleurs, sur la Côte, c'est «*l'ambiance générale*» qui règne pendant les vacances, «*on s'amuse*».

### Le verdict

Brusquement, le ton change. Dans son réquisitoire, l'avocat général affirme que «*le viol est un crime*» depuis 1810, il réclame «*l'exemplarité*» et des «*peines de réclusion criminelle qui ne soient pas inférieures à 7 et 6 ans de prison.*»

Après les sourires et les sous-entendus des magistrats, pendant les débats, le verdict tombe : six ans de prison pour Petrilli, et 4 ans pour les deux autres inculpés.

Il y a trop de bruit autour de ce procès, il faut bien dédouaner le système, faire croire qu'il tente de résoudre le problème. Mais qu'a-t-il résolu ? Rien du tout.

Le procès a montré les deux faces d'une même société, qui pousse quotidiennement au viol, par mille moyens, puis de temps en temps, traîne deux, trois violeurs devant les tribunaux pour une parodie de justice.

Mlle Castellano — Non, pas accepté, nous avons subi, c'est différent. C'est très important, ce terme-là. A la fin de l'interrogatoire, Mme Di Marino m'a demandé : «*Mais au fond, pourquoi est-ce que vous portez plainte ?*» J'ai été suffoquée, je ne m'attendais pas à cela. J'arrivais là en tant que plaignante, j'avais entièrement confiance et je ne m'attendais pas à ce genre de question et dans le désarroi je lui ai répondu : «*Ce n'est pas logique.*» Elle a dit : «*Vous savez, la logique...*» !

### La position du mouvement «Choisir»

Qu'est-ce que ce procès a fait avancer ?

Ce n'est pas la première fois que des violeurs sont envoyés en prison. Mais là, les victimes ont voulu faire du procès une tribune. Il leur a d'ailleurs fallu quatre ans de démarches pour que l'affaire passe en Cour d'assises. Des journalistes sont là, et de nombreuses

personnalités, inscrites comme témoins (députés, médecins célèbres comme Minkowski...) sont venues pour affirmer que le viol est un crime, dont les conséquences sont très graves pour les victimes, et qu'il doit être jugé comme tel. Tous sont interrompus par le Président, et certains carrément expulsés de la salle. sont interrompus par le Président, et certains carrément expulsés de la salle.

«*Ici, c'est le procès des accusés, pas celui du viol. Nous jugeons des faits. Il n'est pas question de faire de ce procès une tribune*», dira le Président, d'autant plus nerveux que dehors, les manifestations de soutien aux victimes se succèdent.

Malgré ses limites, ce procès a constitué une étape importante pour faire reconnaître le viol comme un crime, pour briser le mur du silence qui entoure encore la plupart des viols (la veille du procès, une jeune algérienne de 15 ans, victime d'un viol, se suicidait).

Dans l'introduction, Gisèle Halimi rappelle les positions du mouvement «Choisir» à plus long terme : pour lutter contre le viol, il faut «*changer les mentalités*», «*remettre en question les grands rouages culturels*», «*combattre les idées rétrogrades de l'homme.*»

Suffit-il d'agir sur les mentalités pour supprimer le viol ? N'est-ce pas le fonctionnement d'ensemble de cette société qui incite constamment au viol ? Là, «Choisir» est en contradiction avec un courant qui s'affirme au sein du mouvement des femmes, qui veut articuler la lutte contre l'oppression des femmes à la lutte des classes et qui aspire à un changement radical de société. Beaucoup le disaient à la sortie du procès : «*Le verdict ne résout rien, c'est la société qu'il faut changer.*»

Maryse OLLIER

«*Viol le procès d'Aix*»  
Choisir  
Gisèle Halimi  
Ed. Gallimard  
Prix : 14 F

## Marie - Jeanne des Bernis

«*Marie-Jeanne des Bernis*», c'est le second roman de Roger Boussinot, qui met en scène un personnage du pays aquitain : Jean Chalosse, c'était le moutonnier des Landes ; Marie-Jeanne Escoubère, 80 ans passés, c'est une domestique à la retraite.

La vie de Marie-Jeanne, depuis l'âge de 12 ans, c'est la soumission à des patrons, les travaux les plus ingrats, avec, pour finir, à 65 ans, un billet de 50 F par mois.

Mais l'histoire de Marie-Jeanne ne s'arrête pas là : la construction de l'autoroute Bordeaux-Narbonne menace d'écraser la petite maison des Bernis que lui a léguée sa patronne et qu'elle habite depuis la mort de celle-ci.

C'est l'occasion pour Boussinot de nous décrire le remuement tout à fait écœurant des

spéculateurs de toute sorte, cherchant à s'approprier la moindre parcelle de terrain pour la revendre ensuite à la société «Bonaroute» ; et, face à cela, non moins écœurante est l'attitude des élus locaux, du maire de droite à ceux du PS ou du PC, qui ne pensent qu'au bénéfice que l'on peut tirer d'une telle situation pour les prochaines élections.

Marie-Jeanne, au milieu de tous ces gens, se sent de plus en plus isolée, mais aussi de plus en plus solidaire des paysans qui sont les premiers touchés.

Cette histoire est assez plaisante à lire, mais il est dommage qu'en refermant le livre, on ait une impression de fatalité, comme si tout était inéluctable.

Hélène NOHAN

«*Marie-Jeanne des Bernis*»  
De Boussinot  
Laffont 196 pages  
Prix 30 F



# CONTRE LE CHOMAGE, LA MOSELLE SE MOBILISE

● Foyers Sonacotra en grève des loyers, sidérurgistes dont la mobilisation inégale n'en révèle pas moins une révolte profonde, ouvriers de la centrale de Richemond en arrêt de travail depuis lundi, ouvriers de Soloci bien décidés eux aussi à ne pas

se retrouver au chômage, lycéens commençant à se mobiliser aux côtés de la classe ouvrière... autant de données qui montrent qu'en cet automne 1978, ce n'est pas la colère qui fait défaut aux travailleurs de Moselle.

## Sacilor-Rombas : déjà 15 jours de grève

Au printemps prochain, le train à palplanche de l'usine Sacilor de Rombas est menacé de disparition. Ce train de laminés est le seul en Europe à fabriquer des produits longs de cette sorte. Pour 1 100 travailleurs, cela signifie le chômage. Déjà, depuis plusieurs mois, le chômage partiel indemnisé à 50 % seulement, est une réalité. C'est pour exprimer le refus du chômage partiel, leur volonté de s'opposer aux licenciements que la grande majorité des ouvriers de cette aciérie sont en grève depuis 15 jours. Mardi et mercredi, les routes étaient barrées, les portiers de l'usine occupés. Depuis jeudi, les piquets laissent passer ceux qui le désirent. Ceux qui veulent travailler sont rares, puisque depuis lundi, l'ensemble des usines Gandrange-Rombas a arrêté le travail

contre la menace de chômage.

Jeudi matin, une centaine d'ouvriers décidés à contraindre la direction à négocier, a fait un sitting dans les couloirs menant aux bureaux. Le directeur et le chef du personnel ont préféré sauter par la fenêtre ! L'après-midi, le directeur a accepté de discuter ; les propositions faites ont été rejetées par les sidérurgistes massés devant les portiers : « ils se paient notre tête », entendait-on dire. La combativité reste grande, malgré le froid déjà vif en Lorraine, et la fatigue accumulée par de longues nuits sans sommeil. La direction, quand elle ne feint pas de négocier, envoie des lettres d'avertissement. Cela n'est pas de nature à entamer la détermination des sidérurgistes du train à palplanche.

### Soutien des élèves

Les élèves du LEP et du lycée de Rombas se sont mis en grève mercredi contre le chômage, et en soutien aux grévistes de la sidérurgie. Mercredi, une manifestation de 300 élèves était organisée jusqu'aux portiers de Sacilor-Gandrange. Là, devant le piquet de grève, un sitting était organisé. Parmi les mots d'ordre les plus repris : « Lycéens, ouvriers, même combat ! » « Beullac, menteur, tu fabriques des chômeurs ! » « A bas l'école des flics et des patrons ! » Jeudi, la grève s'est poursuivie, les lycéens ont manifesté toute la matinée et ont défini une plate-forme revendicative. Le bruit court que 700 lettres seraient parties, envoyées à leurs parents, afin d'exiger qu'ils réinscrivent leurs enfants. Par ailleurs, plusieurs renvois de quelques jours ont été notifiés à plusieurs d'entre eux.

## ● Après la fuite d'acroléine, la direction a trouvé le « coupable » !

### GREVE A PCUK

La grève était déclenchée vendredi matin à l'usine de Pierre-Bénite, qui fabrique l'acroléine, parce que la direction de l'usine, sans attendre les résultats de l'enquête du C.H.S., a décidé que la responsabilité de la fuite survenue jeudi dernier incombeait à un agent de maîtrise. Les ouvriers ont donc cessé le travail, pour soutenir cet agent de maîtrise, et affirmer que c'est la direction qui est responsable de l'accident. Pour eux, il ne s'agit pas d'une erreur professionnelle, ils demandent que soit examinée l'installation de l'unité qui fabrique l'acroléine. Pour la direction, au contraire, faire porter la responsabilité à un agent de maîtrise signifie que tout va bien, qu'on peut continuer comme avant, sans problème ! Après les multiples fuites ces derniers mois, les ouvriers ne sont pas d'accord pour continuer comme avant.

Correspondant LYON

## LA CENTRALE DE RICHEMOND PARALYSÉE

Partout en Moselle, le paysage est barré par les conduites de gaz courant à quelques mètres du sol, et mesurant souvent près de trois mètres de diamètre.

Si l'on suit leur parcours à partir des hauts fourneaux, on aboutit à la centrale de Richemond. Celle-ci depuis lundi midi est arrêtée. Avec leur section syndicale CFDT, à laquelle adhère 75 % du personnel, les travailleurs de la centrale entendent lutter pour ne pas se retrouver au chômage. Sur les 480 personnes qui travaillent ici, 200 à 300 sont menacées de rejoindre les 39 000 chômeurs recensés du département de la Moselle, et ce, dès le printemps prochain. La section syndicale ne refuse pas les reclassements et réclame même que si ceux-ci devaient être nécessaires, ils soient réalisés dans les centrales de l'EDF qui assurent le

même genre de production.

Mais ils refusent les promesses vagues de la direction qui se prépare à des reclassements bidons. Les travailleurs de Soloci, en lutte eux aussi, leur ont apporté leur soutien jeudi après-midi par un message. Ils étaient personnellement venus leur remettre. Afin d'assurer ce qu'elle appelle mensongèrement « la liberté du travail », la direction faisait citer en référence jeudi après-midi six délégués. Le tribunal n'a pas osé donner l'ordre d'évacuation. Cette hésitation est bien compréhensible quand on connaît la détermination des grévistes massés devant la porte, qui ne laissent entrer que les équipes de sécurité. Toutefois les grévistes attendent un mauvais coup pour vendredi. C'est à 17 heures en effet que le tribunal doit rendre son jugement.

## Grave répression contre les résidents du foyer Sonacotra de Woippy

Les flics s'étaient mis en tête mercredi d'appliquer le jugement du tribunal de Metz, rendu l'été dernier et confirmé en appel en septembre. Débarquant dans le foyer à l'heure du laitier, ils voulaient en expulser 9 résidents. Pour huit d'entre eux, ils n'ont pu emporter que leurs effets personnels... ceux-ci n'étaient pas là. Toute la journée, des démarches se succédaient à la mairie, et à la préfecture, afin que le locataire soit libéré, et que les affaires de tous soient restituées et les menaces d'expulsion levées. Le soir, deux cents résidents se rassemblaient, et barraient la route devant le foyer ; sans laisser le temps aux résidents des autres foyers de se joindre à la manifestation, des flics en civil et en uniforme chargeaient violemment le barrage des résidents. Huit résidents blessés devaient être relevés, dont l'un le bras cassé. A cela, il faut ajouter ceux qui ont été embarqués. L'un d'entre eux photographié sur les deux jambes par la presse, devait se retrouver dans le coma à la sortie du fourgon policier, avec de surcroît trois côtes cassées. On imagine la sauvagerie des flics ! Le résident hospitalisé est en permanence sous surveillance policière. Une militante du comité de

Pour protester contre ces violences policières, pour exiger l'annulation des expulsions et la satisfaction de leurs revendications, les résidents des foyers de Lorraine en grève appellent à une manifestation samedi 28 à 15 heures, place de la République à Metz.

soutien est également inculpée de violence à agent. Les flics qui avaient en même temps songé à traduire les inculpés devant les fragrant délits ont dû renoncer.

Jeudi, plusieurs dizaines de résidents de différents foyers se réunissaient pour protester contre la sauvagerie policière. La colère est d'autant plus grande que 29 résidents du foyer AMLI d'Ebange viennent de recevoir un ordre d'expulsion sous prétexte que la réorganisation de leur foyer a entraîné une diminution du nombre de lits. La justice saisie par l'AMLI rendra son jugement jeudi prochain. A cette offensive de grande envergure des propriétaires de foyers, il faut ajouter la menace qui pèse toujours que soit exécuté le jugement du tribunal de Thionville qui accepte les expulsions.

# L'ÉGLISE ET LE SENTIMENT NATIONAL EN POLOGNE

● Nous avons toujours considéré, à juste titre, que l'Église incarnait dans ses fondements, l'obscurantisme et l'arriération politique. Cependant, dans certains pays opprimés, le sentiment patriotique, le désir d'indépendance ont pu s'exprimer dans le cadre de l'Église, dans un sens progressiste. C'est le cas du mouvement patriotique en Irlande. C'est aussi le cas aujourd'hui en Pologne.

De toute évidence, l'élection du nouveau pape a provoqué une grande explosion de joie en Pologne. Et les réactions ont été unanimes. Y compris dans les milieux de l'opposition, qui regroupe largement catholiques et non catholiques, alors que pendant longtemps, l'image de l'Église polonaise et de son primat, le cardinal Wyszyński, était celle d'une force profondément réactionnaire, anti-communiste, hostile à tout changement de société.

Plusieurs remarques s'imposent à ce sujet. Il faut remonter loin dans l'histoire de la Pologne, pays opprimé, partagé pendant des années entre ses puissants voisins, l'empire d'Autriche et celui de Russie, rayé de la carte pendant un siècle, entre 1815 et 1919, et soumis au pouvoir des tsars russes. Dans ce pays, où le sentiment national restait vivace, en dépit de siècles d'oppression, l'Église était très liée à la question nationale. Elle représentait la seule force organisée qui permettait de s'opposer à un pouvoir extérieur et hostile au peuple polonais.

militairement (à des fins de défense bien sûr) par deux divisions soviétiques.

Le sentiment national n'en renaissait qu'avec plus de vigueur. L'Église polonaise redevenait peu à peu ce centre de gravité, pour nombre de ceux que le régime en place ne satisfaisait plus, et avait déçus, et qui n'avaient plus comme image du socialisme que l'URSS d'un Brejnev qui envoyait ses tanks contre le peuple tchèque, que celle d'un Gomulka ou d'un Giereck qui faisaient tinter sur les ouvriers en grève, arrêtaient, torturaient ceux qui n'étaient plus d'accord, et dont le nombre grandissait.

Après les grèves ouvrières d'Ursus et Ransom, et l'immense mouvement de solidarité qui s'organisait pour la défense des ouvriers réprimés, entre l'opposition grandissante et l'Église, une alliance, qui était pour beaucoup contre-nature, devenait de plus en plus naturelle. On voyait l'Église, qui avait condamné le mouvement étudiant en 1968, les révoltes ouvrières de Gdansk en 1970, faire des déclarations en faveur des travailleurs. On lisait dans les journaux catholiques, des articles écrits par des non-catholiques, des juifs, d'anciens membres du parti, des gens de gauche. A Cracovie, en mai 1977, après l'assassinat d'un étudiant contestataire, Stanislas Pyjas, 5 000 personnes, manifestaient dans la rue, et une messe était célébrée dans une église de la ville. Or c'est précisément à Cracovie que Jean-Paul II exerçait ses fonctions d'archevêque. Ceux qui se sont réjouis de son élection aujourd'hui, ont gardé ces événements dans leur mémoire.

Joëlle FECLAZ

## ● Namibie

Les négociations entre les cinq occidentaux — USA — France — Angleterre, Allemagne et Canada — et l'Afrique du Sud au sujet de la Namibie, sont très tendues. Le gouvernement d'Afrique du Sud prétend organiser ses propres élections dans le territoire avant le vote que l'ONU doit organiser au mois de décembre.

## ● Sidérurgie

« Le chômage devrait augmenter dans la sidérurgie en 1979 et 1980 ce qui risque de créer une situation sociale explosive », affirme le responsable européen de l'acier, Davignon. Il annonce que son plan de quotas des productions et des prix minima devra être reconduit.